

Déclaration de la FSU 33 – CDEN du 3 mars 2022



Madame La Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Les attaques militaires lancées ce jeudi 24 février par les armées de la fédération de Russie constituent une agression sans précédent en Europe depuis 1945. Une guerre d'ampleur a lieu aux frontières de l'UE. La FSU rappelle que les premières victimes des conflits sont les peuples. Fidèle à sa tradition internationaliste, la FSU défend la paix et milite pour une solution dans le cadre multilatéral de l'ONU. La FSU demande si des actions sont d'ores et déjà en cours afin de préparer un accueil des familles et des enfants dans nos écoles et établissements.

Après les mobilisations réussies de janvier, la FSU appelle à maintenir le rapport de force et à se mettre en grève en mars : le 8 à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et le 17 dans un cadre interprofessionnel pour exiger de meilleurs salaires et pensions pour toutes et tous.

Le 8 mars, nous mettrons en avant la question de l'égalité salariale tout en portant l'ensemble des revendications féministes notamment contre les violences sexuelles et sexistes et la nécessité d'une éducation égalitaire contre les stéréotypes de genre.

Le 17 mars, nous nous mobiliserons pour une revalorisation immédiate de l'ensemble des traitements dans la fonction publique et des salaires dans le secteur privé. Nous rappelons que le gel du point d'indice a fait perdre environ 300€ brut par mois aux PE depuis 2010. Les enseignant.es sont moins bien payé.es que la plupart de leurs homologues européens. Le projet du gouvernement est de mettre en concurrence les personnels par l'introduction de primes : un exemple en est ce mois-ci avec le versement d'une prime en REP+ différentes entre les collègues d'écoles située sur une même commune, sans qu'aucun critère ne soit annoncé et qu'aucune transparence n'ait lieu sur les choix opérés !

Quand à nos collègues AESH, malgré leurs récentes et nombreuses mobilisations, elles.ils continuent de subir des temps de travail incomplets et des rémunérations au quasi-minimum de la fonction publique, en faisant des personnels

heurtés de plein fouet par la précarité.

A quelques semaines des élections présidentielles, la FSU fait également le bilan d'un quinquennat marqué par la brutalité des réformes dans l'éducation, avec un ministre qui a toujours méprisé notre profession : loi de transformation de la fonction publique et dynamitage des instances de dialogue social, tentatives de cadrages des pratiques pédagogiques, loi Rilhac pour une tentative d'introduire un management à la direction d'école... Toutes les tentatives de recadrage, ressèment des pratiques, toutes les orientations prises n'ont cependant pas servi notre service public d'éducation puisque les inégalités continuent de se creuser d'après les dernières évaluations internationales.

Il nous faut également revenir ici, sur une gestion de crise sanitaire calamiteuse par le ministère. Aucune parole du ministre n'a reflété la réalité vécue par les personnels (enseignant.es, directrices-eurs, AESH, ATSEM, personnels d'entretien et d'encadrement...), les élèves et leurs familles. Nombre de nos collègues sont encore en arrêt maladie, conséquences douloureuses d'une charge parfois de travail et de stress trop lourdes à porter. Cette situation n'est pas normale, le ministère porte une lourde responsabilité car il s'est déchargé sur les acteurs de terrain pour leur laisser gérer cette crise sans précédent dans nos écoles. Et que dire du chaos de la période précédente avec ces centaines de classes fermées chaque semaine, ces centaines d'élèves sans école parfois plusieurs jours voire plusieurs semaines d'affilée ? Cette situation n'était pas une fatalité : en recrutant, anticipant, dialoguant avec tous les acteurs, il aurait été possible de maintenir notre service public d'éducation en préservant tous ses acteurs.

Nous étudions aujourd'hui les mesures dans le cadre de la prochaine rentrée. Loin de nous l'idée de dire que le MEN serait responsable de la crise sanitaire ou qu'il aurait fallu fermer les écoles. Non, ce que nous n'avons cessé de demander depuis 2 ans ce sont des moyens supplémentaires, un plan d'urgence pour faire face aux défis qui ont été amplifiés par la crise sanitaire. Et ces défis sont nombreux :

- continuer d'améliorer le taux d'encadrement dans un département où celui-ci était calamiteux. Nous comptons encore des centaines d'écoles où le taux d'encadrement ne permet pas des conditions d'apprentissages optimales.
- assurer les remplacements des enseignant.es absent.es
- améliorer les conditions de scolarisation et l'inclusion des élèves en situation de handicap

- assurer la réussite des élèves, notamment les plus fragiles en développant les réseaux d'aide spécialisés et en augmentant le nombre de psychologues scolaires
- augmenter les capacités de scolarisation des tous-petits
- recruter davantage de personnels afin de garantir un accès aux droits comme les temps partiels et la formation, droits qui sont restreints actuellement.

Enfin, nous profitons de la présence des élus et des parents d'élèves, pour redire nos inquiétudes concernant l'avenir de l'éducation prioritaire. Cette politique de justice sociale doit être maintenue et étendue, notamment aux écoles qui ne dépendent pas d'un collège en REP et aux lycées. La FSU sera aux côtés des écoles et établissements le moment venu.